

LE TERRORISME SIONISTE, NÉ DU VENTRE DÉJÀ FÉCOND...

Serge Thion

Imaginez. Imaginez que vers la fin du XIX^e siècle une petite ethnie chinoise, enrichie par le commerce, habitué aux migrations – le cas existe, je pense par exemple aux Hakka, un peuple venu de la Chine du Nord et installé depuis plusieurs siècles dans le sud, enrichi par le colportage et l'émigration – imaginez, donc, qu'un tel peuple, que l'on pourrait appeler celui des Hokko, au nom de sa mythologie fondatrice, tirant peut-être son origine d'une déesse Vache ou d'un dieu Ka-ba-lo, décide de s'installer sur une terre promise par la déesse, par exemple la Normandie, ou, par exemple en Toscane, autour de la ville de Sienne et de son palio emblématique, célébration évidente du dieu Ka-ba-lo qui reste, depuis des millénaires, dans l'attente de ses vrais fidèles. Le temple, le Grand temple de Ka-ba-lo a été détruit par l'armée romaine il y a deux mille ans, et certains rêvent de le reconstruire, pour inaugurer une ère nouvelle de prospérité et de succès prodigieux. Ce rêve fait par quelques intellectuels formés à Pékin ou à Tokyo, emprunte certes aux formes modernes du nationalisme, mais il est présenté aux masses laborieuses comme une revanche historique, comme le seul moyen de protéger la peuplade minoritaire, vivant entre elle, objet d'ostracismes divers et de moqueries continuelles de la part des gens chez qui cette peuplade habite, sans vraiment coexister. Elle s'est entourée de murs, comme les grandes maisons collectives, rondes, des Hakka. Mais je ne voudrais pas trop mêler les admirables Hakka à cette histoire, car eux se sont contentés, pendant des siècles, de travailler dur et de maintenir entre eux les traditions ancestrales, sans empiéter sur leurs voisins. De vrais sages, durs à la peine, et contents de vivre.

Continuons à imaginer. Profitant des circonstances historiques qui ont amené l'assujettissement provisoire de la France, ou de l'Italie, les envoyés de notre hypothétique peuple hokko, ont revendiqué la création d'un « foyer national hokko ». Évidemment, en Normandie, ou en Toscane, on ignore ces péripéties lointaines et on n'y attache aucune importance. La présence sur place de quelques poignées de commerçants ou d'artisans hokko n'a jamais gêné personne. La question hokko ne se pose pas, sauf pour quelques politiciens locaux qui protestent contre l'idée même d'une sorte de domination hokko, qui n'est pas vraiment à l'ordre du jour. Pour des raisons de conjoncture internationale (la désirabilité d'une alliance avec la Chine), à quoi s'ajoute la propension de certains politicards à empocher des pots-de-vin confortables, un ministre quelconque admet la création en Normandie, ou en Toscane, d'un

« foyer national hokko ». Nul ne sait très bien ce que ces mots veulent dire. Leur ambiguïté se paiera très cher.

Dans les décennies qui suivent, et qui voient quelques fortes convulsions de l'ordre international, des financiers hokko, disposant de banques importantes dans la diaspora hokko, achètent des terres en Normandie, ou en Toscane, et y installent comme fermiers des chômeurs, des jeunes sans avenir, des soldats démobilisés, bref toute la lie d'une société qui émigre pour échapper à la misère. Ces émigrants pourraient aller en Amérique, vers l'Eldorado, mais des scribouillards de plus en plus engagés dans le nationalisme hokko, les convainquent de partir en Normandie (ou en Toscane) pour mêler l'Eldorado des terres vierges avec le Retour aux Sources, gage de félicité éternelle. On n'invoque la déesse ou le dieu Ka-ba-lo que comme des notaires divins qui auraient signé, il y a trente siècles, une promesse de vente de la Sainte Terre aux Hokko. Ces jeunes gens croient sans peine qu'ils sont un peuple sans terre qui va s'installer dans une terre sans peuple. Personne ne cherche à les détromper.

Évidemment, sur place, les choses ne se passent pas si bien. Les indigènes normands voient d'un mauvais œil l'installation d'un nombre sans cesse croissant d'étrangers à la peau bistre, aux yeux bridés, qui parlent une langue incompréhensible, le hokkish, et qui ont une alimentation, des costumes, des coiffures et des mœurs bizarres. Comme ces étrangers se croient tout permis, il y a des frictions et des incidents. Au bout de vingt ans, il y a même un début d'insurrection des indigènes, vite réprimé par les troupes d'occupation du Troisième Empire, qui domine à ce moment-là toute la région. Les Hokkos commencent à former des milices pour imposer par la force ce qu'ils n'ont pas pu imposer par le seul poids de l'occupation étrangère. Et ces milices s'attaquent bientôt aux forces d'occupation, coupables, à leurs yeux, de limiter l'immigration hokko.

Quand l'évolution des circonstances amène l'Empire à retirer ses forces d'occupation, le Concert des Nations, un organisme fantôme qui n'a aucune sorte de légitimité politique, qui n'est élu par personne, décrète le partage de la Normandie, ou, toujours dans notre supposition, de la Toscane. Grand émoi en Italie, ou en Italie. Personne ne peut comprendre, et encore moins admettre, qu'on découpe à la scie un morceau du territoire national pour le donner à ces Asiates, sous le prétexte que leurs satanés mythes d'origine sont plus ou moins superposables à telle ou telle région de la vieille Europe, terre de civilisation millénaire. Qu'ils aillent au diable !

Mais c'est sans compter le poids qu'ont su se donner les Hokkos sur la scène internationale. Ils ont des appuis partout, se font livrer des armes et à l'instant zéro lancent une guerre de conquêtes. Ils chassent les Normands (ou les Toscans) de leurs villages, les brûlent, les rasant, pratiquent quelques massacres pour se donner une image terrifiante. La terre, c'est ce qui compte par-dessus tout. Tous les crimes sont licites quand il s'agit de prendre et garder la terre. Il est une curieuse loi dans ce pays, à nulle autre pareille : une terre quelconque, si elle est entrée en possession d'un hokko, ne peut être ensuite transmise ou dévolue qu'à un autre hokko. Les non-hokko ne pourront jamais la récupérer, juridiquement.

* * *

Par l'artifice de ce petit conte, je voudrais que le lecteur se mette à la place des Normands, ou des Toscans. Qu'il comprenne comment une vieille

civilisation agraire, comment un petit canton, qui fait partie d'un vaste ensemble régional, peut être soudainement victime d'un ouragan de fer et de feu, pilonné, brûlé, mutilé, sans que personne, sur place, y soit pour quoi que ce soit. Que les envahisseurs et massacreurs soient des Hokkos ou des juifs n'y change rien. L'époque où les Nations Unies décident de partager la Palestine est celle où le vieux colonialisme entre en agonie : 1947, l'Inde et le Pakistan secouent la tutelle britannique, l'Indochine entre en guerre, Madagascar se soulève, cependant que le rideau de fer retombe sur l'Europe orientale et, bientôt, sur la Chine. A Versailles, en 1918-1920, les grandes puissances avaient joué à la roulette les indépendances, les créations d'États, au bon vouloir des vainqueurs de la guerre. Et je te fabrique ici une Tchéco-slovaquie, là une Yougo-slavie, je dépèce la Hongrie, je te donne un mandat en Afrique, tu m'en donnes un dans le Pacifique, j'annule la Turquie, je recrache un émirat par ci, une monarchie hachémite par là, non ailleurs, plus loin, bref, c'était un casino et le tapis vert était la planète. Les dés roulaient, les plaques changeaient de main, on décidait du sort du monde. L'Américain, Wilson, menait le jeu, tambour battant, avant de se retirer subitement, désavoué par sa propre arrière-cour politique. Versailles était un crime, d'esprit colonial, dont sont nés, comme chacun pouvait le prévoir, Hitler, la Seconde Guerre mondiale et nombre de conflits qui ont suivi.

En Palestine, « donnée » aux avides Britanniques, l'injustice fut criante. Elle est toujours là, en place, depuis 80 ans. Les unes après les autres, les générations se levèrent pour défendre, comme tout homme le ferait n'importe où dans le monde, sa terre et sa famille, sa maison, ses champs et sa patrie. Du point de vue du droit le plus élémentaire, le plus universel, la cause est entendue : les Palestiniens ont le droit légitime de se défendre, par les armes et par tous autres moyens, et les Israéliens n'ont aucun droit sur cette terre-là, pas plus que les Hokkos venus de leur Orient lointain n'en auraient si d'aventure ils s'avisèrent de revendiquer et d'occuper la Normandie, ou la Toscane, ou n'importe quel endroit du monde que leurs fantaisies mythologiques leur feraient désigner comme une « terre promise », mais promise à qui, et par qui ? Ces élucubrations seraient ridicules, si elles n'étaient pas si tragiques.

Si l'on veut comprendre quelque chose à l'usage immodéré de la force et de la terreur que pratiquent les sionistes, il faut partir de là : ils étaient dès le début, et sont encore aujourd'hui des étrangers sur cette terre de Palestine. Les Arabes qui la peuplent depuis des temps immémoriaux pratiquent, comme tous les peuples de cette région, les lois de l'hospitalité. Un étranger est bien accueilli, parce qu'il est un étranger. Dans un lointain passé, nos ancêtres ont aussi pratiqué cette vieille loi, relisez l'*Odyssée*. Mais il fallut déchanter : ces étrangers n'étaient pas des étrangers comme les autres et ils n'appliquaient pas, en retour, ce que les mêmes lois de l'hospitalité leur commandaient : la modestie, la courtoisie, le respect de l'hôte, etc. Il fallait les ranger plutôt dans la catégorie des envahisseurs. Ils arrivaient d'ailleurs en même temps que les Anglais et avançaient leurs pions sous le couvert de l'instauration du régime colonial. L'épisode sanglant des Croisades n'était pas tout à fait oublié, il vivait toujours dans les récits populaires, comme dans cette interminable épopée du sultan Baïbars, qu'on racontait, parfois, dans les longues soirées d'hiver. Des juifs, il y en avait toujours eu dans cette région, de petits groupes. A lire le Coran, leur réputation n'était pas très bonne. Ils avaient cherché à entraver la marche du Prophète et il avait fallu les mettre à la raison. Dans tous les cas, ces

sociétés étaient des mosaïques religieuses et l'on avait coutume d'avoir des voisins qui pratiquaient des rites différents. On se mariait peu entre communautés mais on cohabitait de manière pacifique.

Les juifs qui arrivaient étaient principalement des Russes et des Polonais, brûlant d'ardeur pour se faire une nouvelle vie, loin de leurs steppes glacées. Ils étaient assez imbibés de culture européenne pour considérer les habitants de la Palestine comme des « indigènes », soumis au statut de colonisés, et n'ayant pas conséquent pas leur mot à dire. Le grand débat qui animait les juifs installés en Palestine après et en vertu de la Déclaration Balfour, de 1917, leur ouvrant le « droit » à la constitution d'un mystérieux « foyer national juif », était de savoir si les exploitations agricoles acquises avec l'argent des grands banquiers juifs de l'Occident, avaient le droit d'employer des travailleurs arabes ou de réserver les tâches à des travailleurs juifs. C'est évidemment ce deuxième point de vue qui l'emporta. Et comme l'acquisition ou l'appropriation des terres allait grand train, le mécontentement commença à se faire jour chez les Palestiniens. Les colons juifs s'empressèrent de former des milices et les incidents se multiplièrent jusqu'à la grande insurrection de 1936. Les Britanniques commencèrent alors à se rendre compte qu'ils avaient fait une immense bêtise et pour éviter que les affaires se gâtent ils décrétèrent la fin de l'immigration juive.

C'était au moment où Hitler était arrivé au pouvoir et cherchait les moyens de forcer les juifs à émigrer, en multipliant les mesures vexatoires et les actes de terreur. Le drame aurait pu être évité si les autres pays avaient accepté une forte vague d'immigration juive en provenance d'Allemagne et d'Autriche. Mais à la Conférence d'Évian, en 1938, l'unanimité se fit : personne ne voulait de cette masse de juifs. Sans doute ne les trouvait-on pas tellement aimables, désirables. Personne sans doute ne s'attendait à la suite des événements, mais enfin, il faut bien reconnaître qu'il existait une certaine méfiance, due sans doute à l'usage de la violence qui s'étalait déjà en Palestine, et était aussi le fait des très nombreux militants juifs présents dans le mouvement communiste international que les « démocraties dites bourgeoises » ne voyaient pas d'un bon œil.

L'usage de la terreur, baptisé « autodéfense » a commencé très tôt, avec l'arrivée des premiers colons sionistes tout au début du vingtième siècle.. La fraction droitiste du sionisme, dirigée par Vladimir Jabotinski, a fait grand cas, dans son panthéon, d'un ancien soudard de l'armée russe, Joseph Trumpeldor, qui organisait militairement les colons et s'est fait tuer, en 1920, par les paysans palestiniens qui ne supportaient plus les exactions de ces nouveaux venus. Trumpeldor était un excité qui voulait imposer la présence des colons juifs par l'usage de la force militaire. Il était très populaire dans le mouvement sioniste parce qu'il mettait le doigt sur le problème central : pour développer la présence étrangère juive en Palestine, même avec la complicité des autorités coloniales britanniques, il fallait faire usage de la force. Acheter des terres, négocier avec les propriétaires fonciers, souvent des latifundiaires locaux, était possible, mais ne mènerait pas à la création de Médina Israël, l'État juif. On pouvait créer des fermes, plus ou moins collectives, où aboutissaient les déracinés des classes prolétaires juives d'Europe centrale et orientale, on pouvait développer des quartiers urbains pour accueillir la petite bourgeoisie de même provenance, on ne pouvait pas contrôler l'espace, l'espace politique où devaient se déployer les institutions annonciatrices de l'État que les sionistes avaient en tête.

Les sionistes se divisèrent en deux tendances : les hypocrites, de gauche, qui affirmaient qu'on devait s'entendre avec les Arabes, qu'il suffisait d'y mettre de la bonne volonté, et qu'on arriverait à tromper tout le monde en acquérant assez de surface pour construire les institutions de l'État juif. C'est le discours public, qui n'a pas varié, des socialistes, travaillistes, dans la lignée de Ben Gourion, Shimon Perès, son adjoint, Itzak Rabin, et les autres : discuter avec les Arabes pour les embobiner, les amener, par un savant dosage de massacres et d'assassinats, à se résoudre à devenir des auxiliaires des sionistes, sans terres, sans droits, mais avec quelques hochets politiques. Un Ben Gourion, qui aimait à cultiver son image d'homme « de gauche » rêvait, en fait, d'expulser tous les Arabes, mais il ne pouvait pas le dire publiquement, pour sauvegarder ses alliances. Pendant la guerre de 48, il couvrait les massacres, sans les assumer. Toute cette lignée politique, qui a longtemps dominé la politique israélienne, a toujours fait montre de la plus répugnante hypocrisie. L'usage de la terreur est soit nié, soit transcendé par le recours à un juridisme purement formel.

L'autre tendance fut d'abord incarnée par Jabotinski et son courant « révisionniste » : « Il faut prendre acte, disait-il, du fait que les Arabes n'accepteront jamais notre installation sur leurs terres. Ils s'y opposeront par tous les moyens et nous pouvons comprendre leur point de vue. Par conséquent, il faut mettre entre eux et nous un "mur de fer", constitué par les baïonnettes des fusils que nous tiendrons solidement en main. » Cette tendance, dirigée après la mort de Jabotinski en 1940 par Menahem Begin, ne parvint au pouvoir qu'en 1977. Elle était en faveur d'une terreur ouverte, visible à tous, s'imposant aux Arabes pour les décourager de résister. Dès les années trente, Jabotinski met en place des milices (Bétar) et des filières de formation militaire. Il s'entend à merveille avec le régime mussolinien, qu'il admire, et obtient de lui faire former à Civitavecchia les premiers marins d'une éventuelle flotte militaire. Partout, et même dans l'Allemagne nazie, des « camps de jeunesse » à la scout préfigurent la militarisation du sionisme.

Pendant la seconde guerre mondiale, et c'est un chapitre qui mériterait de très amples développements, les sionistes, toutes tendances confondues, ont essayé de trouver une entente avec les nazis, qui étaient eux-mêmes favorables au sionisme, pour essayer de récupérer les éléments jeunes et dynamiques des populations juives incluses dans le Troisième Reich, afin de les faire partir en Palestine, encore britannique, et disposer de la piétaille nécessaire à une future armée juive. En même temps, ces mêmes sionistes faisaient des pieds et des mains pour créer, dans le cadre des forces armées britanniques, des unités militaires et des services de renseignements, toujours dans l'idée de la préfiguration d'une armée juive de conquête. Ces éléments sont présents dans toute la mythologie qui entoure la création de l'État juif, il suffit de se reporter à sa propagande, et aux biographies de ses hommes d'État. Les sionistes ne souhaitaient évidemment pas renforcer l'Empire britannique, dont ils voulaient le départ de Palestine. Mais ils voyaient là l'occasion de créer le noyau de l'armée qui allait effectivement servir, en 1948, à prendre enfin le contrôle de l'espace qui leur manquait depuis 1920.

Tout montre que les sionistes pratiquèrent, dans l'Europe sous la férule nazie, une politique de sélection. En échange de leur bonne volonté à laisser les vieux, les femmes et les faibles disparaître dans la gueule du Moloch, ils réclamaient de sauver et de faire partir les hommes jeunes et forts en Palestine, dans l'idée d'un affrontement militaire avec les occupants légitimes, et pour la construction d'un État moderne, à l'américaine, idéal des juifs de l'Europe

orientale. Ces considérations expliquent certains traits curieux de l'histoire des « Judenrat », les groupes directeurs des communautés qui dialoguaient avec les autorités allemandes, et leur servaient de courroie de transmission, et des tentatives de négociation, à divers niveaux, avec le régime nazi, qui y fut favorable. Cette politique sioniste de sélection n'a pas été, on s'en doute, du goût de tout le monde. Des polémiques sourdes nées dans les ruines de la société juive ont parfois abouti, par la suite, à des oppositions violentes. Il est encore trop tôt pour écrire l'histoire du mouvement sioniste à cause de l'impossibilité qu'il y a à reconnaître, pour les sionistes, qu'ils ont cherché à tirer avantage de la politique anti-juive, mais sionisante, des autorités nazies. Cette question a empoisonné les premiers temps de l'État d'Israël, avec l'interminable affaire Käsztner, principal leader du Judenrat de Hongrie. Il s'est retrouvé en Israël en 1948, bientôt accusé par des publicistes obscurs, d'avoir collaboré avec les nazis. Un grand procès s'en est ensuivi, dont les débats ont été publiés plus tard, mais seulement en hébreu. L'aspect intéressant, c'est que l'État d'Israël, représentant donc le sionisme, s'est porté caution de Käsztner. Les choses sont devenues tellement embarrassantes qu'un providentiel assassin en vint à supprimer Käsztner. On a, dans cette affaire, comme une petite lucarne, qui permet de jeter un rayon de lumière sur les tractations obscures des dirigeants sionistes, qui, sans pratiquer alors la terreur eux-mêmes, ont montré une remarquable aptitude à utiliser à leur profit celle que les nazis faisaient régner sur les juifs qui se trouvaient sous leur emprise. Quand des littérateurs, aux États-Unis et en Grande-Bretagne, ont voulu s'emparer de l'affaire Käsztner pour jeter un rai de lumière sur la face obscure du sionisme, ils ont été victimes de très violentes campagnes de presse et leurs œuvres ont été mises sous le boisseau. (Voir *Perfidy*, de Ben Hecht, *Perdition* de Jim Allen.)

Les Nations Unies, créature des Américains, décidèrent en 1947 du partage de la Palestine. Décision inouïe, d'un cynisme sans pareil. Les populations n'avaient évidemment pas été consultées. Les Anglais se défaussaient d'un problème qu'ils ne pouvaient plus résoudre : ils avaient créé le monstre d'une présence juive organisée, militarisée et ils n'arrivaient plus à la maîtriser. Il n'existe aucune base juridique à ce partage. Si les Nations Unies décidaient demain de diviser la Normandie ou la Toscane pour satisfaire à quelques hordes asiatiques qui prétendraient s'imposer par la force, on verrait mieux l'illégalité profonde d'une décision de ce genre.

A l'instant de la proclamation de l'État juif, qu'il ne faut pas appeler l'État israélien, puisqu'il est censé être l'État de tous les juifs de toute la planète, l'armée juive, organisée avec l'aveu tacite des Anglais, et équipée d'armes envoyées par l'Union soviétique, a pu entamer une guerre de conquêtes. L'arme principale de ces conquêtes a été la terreur utilisée pour vider les villages de paysans palestiniens. Les détails sont connus ou faciles à trouver et à vérifier. Que de prétendus « nouveaux historiens » israéliens découvrent ces horreurs quarante ans après ne doit pas faire illusion : on a su, on savait ces choses-là depuis le début : la guerre de 48 est connue depuis 48 ! C'est seulement la propagande sioniste qui a essayé, par la suite, d'héroïser les ruffians qui l'ont conduite, et de cacher, ou nier, les massacres les plus voyants. L'opinion israélienne, soigneusement abruti par des programmes scolaires adéquats et par une presse lourdement censurée, a pu oublier ces choses-là. Il n'en reste pas moins qu'Israël a été établi par la force, en dépit du droit, et qu'il s'est maintenu par la suite en lançant des guerres et des répressions de type génocidaire.

Je ne reprendrai pas l'histoire détaillée des massacres délibérés qui ont parsemé le déroulement de la guerre de 1948. Le souvenir de Deir Yassin, déjà dénoncé à l'époque par certains observateurs, comme Arnold Toynbee, le grand historien, mis au placard pour antisionisme ("Arnold Toynbee calls the displacement of the Arabs an atrocity greater than any committed by the Nazis", déplore un journal sioniste) a été maintenu par les Palestiniens. D'autres massacres, comme celui de Tantura sont exhumés, un peu au hasard, par des chercheurs étonnés eux-mêmes de ce qu'ils découvrent dans les archives. D'autres restent enfouis. On a des listes des villages rasés par les armées sionistes, mais on ne sait pas toujours en détail comment se sont passées les évacuations. Aujourd'hui les Palestiniens ont forgé le terme « Naqba » pour évoquer l'ensemble de ces atrocités.

On pourrait penser que ces horreurs, engendrées par une guerre qui est passée depuis plus d'un demi-siècle, n'ont plus d'importance, qu'il vaudrait mieux les consigner dans cet abîme sans fond que les Anglo-Saxons appellent « memory hole », le trou, sans fond, de la mémoire. Ce n'est pas si facile. Les Coréens vibrent encore au souvenir des mauvais traitements que le Japon infligea à leurs ascendants entre 1905 et 1945. Les Chinois souffrent encore du « viol de Nankin » perpétré dans les années 30. Mais il ne s'agit pas en Palestine de souvenirs, de « construction de la mémoire » comme tant d'idéologues véreux veulent nous le faire croire. Il s'agit d'un crime fondateur, qui se perpétue et se répète chaque jour. Qui se démultiplie. Qui s'étend et se ramifie. Chaque jour, les Israéliens inventent de nouvelles formes d'humiliations, par exemple aux centaines de postes de contrôles sur les routes (check point), de torture dans les prisons, plus ou moins secrètes. Ces gens-là sont tellement raffinés dans l'art difficile de l'oppression qu'ils se permettent de donner des cours aux pauvres Américains. Les benêts de la police américaine croient que pour perquisitionner une maison, il faut fouiller pièce après pièce. Erreur, disent les raffinés israéliens : pour passer d'une pièce à l'autre, il faut éviter la porte, qui pourrait être piégée. Par conséquent, il faut faire sauter les cloisons à l'explosif pour passer tranquillement d'une pièce à l'autre. On admirera la subtilité du procédé. Pour la campagne d'Iraq, ils fournissent aussi, aux Américains qui n'avaient pensé à s'en pourvoir, de ces énormes bulldozers blindés qui font merveille à Jénine, à Gaza et ailleurs. Ce n'est qu'un moyen de « pression » qui peut avoir toutes sortes d'utilités.

La violence, le mépris absolu des droits de l'homme palestinien, et il faut bien le dire, des droits de l'homme non-juif, le recours au « meurtre ciblé », dans un pays qui se targue d'avoir aboli la peine de mort, la dépossession systématique, quotidienne, des terres agricoles et non-agricoles, la confiscation de l'eau, tout cela sous le couvert d'une légalité, parfois empruntée aux Ottomans qui ont bon dos, ou aux Britanniques qui avaient fait des lois pour l'état d'urgence, ou qui tournent le dos résolument à tous ces arsenaux juridiques quand le besoin s'en fait sentir, tout cela ressortit de l'ordre de la terreur. Il faut bien dire que les nazis, dans leur zone, ou les commissaires communistes de la grande époque stalinienne, n'en faisaient pas autant. Considérons-les comme des enfants de chœur qui avaient encore beaucoup à apprendre.

La lutte contre les Anglais fut le fait de petits groupes qui se convertirent au terrorisme pendant la guerre. Alors que les institutions du « Yishouv » (l'ensemble des juifs résidant en Palestine) collaboraient à l'effort de guerre des Anglais, et des Alliés, en créant une « brigade juive », qui fut amenée à

combattre en Italie et en Europe centrale, des ultras se lançaient dans des campagnes d'attentats qui avaient d'abord pour but de briser ou de contourner la politique anglaise de limitation du nombre des immigrants juifs, dont Londres voyait bien qu'elle finirait par faire exploser la patience des Palestiniens. A l'époque les politiciens juifs faisaient semblant de ne rien savoir de cette mouvance clandestine et même de la désapprouver. Aujourd'hui les plus ignobles meurtres de diplomates et d'envoyés étrangers sont revendiqués comme des hauts faits et ces assassins sont souvent présentés, dans le folklore local, comme ceux qui ont « chassé les Anglais » et « libéré » le pays. En réalité, il y avait une connivence entre les milieux politiques et les têtes brûlées de la bombe et du couteau qui s'est manifestée, après 48, par le fait que les assassins n'ont été ni punis ni même poursuivis, et que certains d'entre eux sont devenus, par la suite, premiers ministres, chefs de l'armée, etc. (Begin, Shamir, Sharon, et beaucoup d'autres...) C'est la loi du crime fondateur, qui voit ses effets se poursuivre de génération en génération, sans fin. Pas de Nuremberg.

La situation en 1948, après la proclamation de l'État et la guerre, est la suivante : on a chassé plusieurs centaines de milliers de Palestiniens au-delà non pas des frontières (Israël a toujours refusé l'idée de frontière acceptable et acceptée) mais des lignes d'armistice. Les autorités sionistes disposent donc de terres, d'un espace politique qui est stratégiquement difficile à défendre, mais manque de main d'œuvre. Les juifs d'Europe, qui émergent de la très difficile période de la guerre, ne fournirent que peu d'immigrants. Parmi ceux qui arrivent, beaucoup repartent, dégoûtés. Les autres préfèrent l'Amérique, seul pays « riche » de l'époque. Les sionistes se tournent alors vers un réservoir auquel ils n'avaient nullement songé jusque-là : les juifs orientaux, ceux des pays musulmans. Les services de renseignement et les services spéciaux de l'armée sont donc chargés d'organiser l'émigration, plus ou moins clandestine, de ces juifs qui sont, il faut bien le dire, complètement méprisés par les sionistes dominants, tous russes ou polonais, parfois allemands ou autrichiens. C'est un peu comme la traite des Noirs. Et d'ailleurs, dans le jargon politique israélien, les juifs orientaux sont appelés les « noirs ». Les efforts de l'Agence juive ne sont pas tout de suite couronnés de succès. Certes, on peut recruter des jeunes gens, qui voient dans la création d'Israël une sorte de promesse vaguement messianique, qui suscite ou conforte un début de nationalisme juif. Mais dans l'ensemble, ces communautés sont établies depuis des siècles et vivent en bonne intelligence avec leurs voisins musulmans ou, éventuellement, chrétiens. Elles font des affaires, dominant certains secteurs économiques et ne se voient pas perdre leur aisance pour émigrer. Il faudra alors que l'Agence juive emploie d'autres moyens.

Au Yémen, un intense travail de propagande et de mensonge arrive à persuader les membres de l'une des plus anciennes communautés juives à croire que les Temps sont arrivés, que Dieu a commandé de grands oiseaux blancs qui vont prendre tout le monde sur leurs ailes pour les emmener vers la Jérusalem céleste dont leur parlent les Livres... Ces gens quittent avec enthousiasme leur merveilleux Moyen-Âge pour se retrouver dans des camps misérables, poussiéreux, à devoir apprendre une langue hébraïque lourdement germanisée. On leur prend leurs enfants pour les donner à de riches mamas nées allemandes. On les emploie comme manœuvres... La mesure de leur déception et de leur malheur reste à prendre, mais ils sont victimes d'un

génocide discret, qui ne les tue pas, mais les transforme en coolies qui prennent place en bas de la société néo-coloniale qu'est Israël.

En Iraq, il en ira tout autrement. Les juifs irakiens ont connu la modernité au travers de la période britannique et on ne peut pas leur vendre les âneries pseudo-messianiques qui ont si bien marché au Yémen. Les juifs irakiens sont prospères. A Bagdad, ils forment le quart de la population. Le sionisme reste très marginal. Le pouvoir est entièrement dévoué à l'Occident. C'est dans ce contexte qu'éclatent des grenades dans des lieux fréquentés par les juifs. Il y a des morts et des blessés. Des services spéciaux mis en place depuis Tel-Aviv soufflent sur les braises et arrivent à créer une panique. Des avions sont prêts. Les juifs irakiens, et après eux une bonne partie des juifs iraniens, s'enfuient comme un troupeau de moutons attaqué par les loups. Les loups, on s'en rend vite compte, sont les services sionistes. Des gens sont arrêtés, d'autres s'enfuient, des preuves sont produites, un procès est mené. Le dossier est clair : il vient d'être ré-exhumé par un témoin de l'époque, Naeim Giladi : *Ben Gurion's Scandal. How the Hagannah and The Mossad Eliminated Jews*, 2^e éd., Dandelion (<http://www.dandelion.net/>). Pour pouvoir écrire et publier ce livre, Giladi a dû renoncer à sa citoyenneté israélienne, quitter le pays et trouver refuge à New York.

On nous bassine beaucoup avec cette ânerie classique : Israël serait la seule démocratie du Moyen-Orient. Sous le prétexte qu'il y a des élections. L'Afrique du Sud du temps de l'apartheid était aussi une « démocratie ». Pour les Blancs. Les États-Unis, du temps encore récent de la ségrégation, étaient – on ne peut plus – une « démocratie ». Pour les Blancs. Et on pourrait parler des autres régimes qui sont, dans l'ensemble, en fait, des oligarchies. En Israël, les choses ont pris un tour particulier : l'absence de légitimité, l'insécurité profonde, le crime originel se sont conjugués pour donner naissance à une société dirigée par les militaires, ou les anciens militaires, et des anciens espions. Les carrières militaires sont fulgurantes et la retraite est rapidement atteinte. Les généraux se reconvertissent en politiciens, attachés à des clans militaires et des groupes industriels travaillant pour l'armée. La corruption tourne à plein régime. Une partie de ces militaires ont fait carrière dans les multiples services de renseignement, qui forment des clans à part. La démocratie consiste à choisir quel clan militaire aura une légère et momentanée prééminence sur les autres. Il ne s'agit pas seulement d'une confiscation du pouvoir. L'effet est une militarisation des esprits, entreprise dès l'école primaire. Il est peu de pays où le remodelage des esprits en fonction d'une idéologie nationaliste et militariste soit plus avancé qu'en Israël.

J'ai passé, il y a trente-cinq ans, une journée très instructive au bord d'une piscine, à Singapour. J'avais rencontré là, par hasard, un de ces mystérieux personnages que la rumeur locale qualifiait de « Mexicains ». En fait, il s'agissait d'une petite équipe de « spécialistes » israéliens, tous militaires ou anciens militaires, envoyés par leur gouvernement, à la demande de Lee Kwan Yu, le chef du tout nouveau gouvernement de Singapour. L'île et la ville faisaient partie d'une fédération de Malaisie mise en place par les Anglais pour leur départ. Les ambitions, et le succès, de Lee, à la tête d'un parti chinois populiste, avaient inquiété les sultans malais et ils avaient expulsé Singapour de la fédération. Lee Kwan Yu, vaguement travailliste à l'origine, mais dictateur dans l'âme, s'était vu dans l'obligation de créer un État, sur une île de 30 km de diamètre, avec une population bigarrée et pour toute tradition locale, un sens aigu des affaires. Il crut nécessaire de forger une nation. Sans identité nationale

établie. C'est pourquoi il eut recours aux Israéliens. Il leur demanda les instruments pour forger une nation à partir d'un ensemble hétéroclite et désordonné. Avec leur arrogance coutumière, les militaires israéliens répondirent : « Can do. » Et ils envoyèrent une équipe, appelée les « Mexicains » pour ne pas éveiller les soupçons.

« C'est très facile, me dit mon interlocuteur. On les prend très jeunes, à l'école primaire, on les organise comme un mouvement scout, on les imbibe d'idéologie nationaliste, avec une histoire de Singapour très simple, qui rompt avec toutes les identités ethniques précédentes : on fait comme en Israël, avec une langue commune qui n'appartenait à personne avant : l'hébreu (moderne) chez nous, ici l'anglais. Une fois coupés des références aux passés familiaux, on les rend solidaires les uns des autres. L'armée sait faire ces choses-là. On organise une bonne police, qui chasse sans pitié le dissident, on expulse les irréductibles, on crée une mystique du drapeau, et on fait de l'égalitarisme social, pour que tout le monde se rende compte qu'il a un avenir ici. Et le tour est joué. Dans une génération, on aura une vraie nation singapourienne. On sait faire. Au Viêt-Nam, les Américains se débrouillent comme des manches. Nous sommes allés voir sur place pour leur donner des conseils. Démanteler l'appareil communiste n'est pas difficile, il n'y a qu'à faire comme nous avons fait avec les Palestiniens : tout homme a son prix. Il suffit de mettre sur la table une pile de dollars juste assez haute pour que chacun évalue son propre prix. Ensuite, on les réinfiltré dans l'appareil ennemi et on le fait éclater. Le tour est joué. »

Le tour n'était pas joué. Les Américains ont quitté le Viêt-Nam la queue basse et Israël n'a pas fait éclater le mouvement palestinien. Il y a quelque chose qui échappait à l'esprit du manipulateur. Je cite cette anecdote parce qu'elle montre le parfait cynisme des opérateurs sionistes. C'est ce que des esprits pénétrants et libres, comme Y. Leibowitz ou Israël Shahak, ont appelé, dès les années 70, la « nazification » de la société israélienne : le rôle absolument prépondérant d'une idéologie militariste, raciste, hyper-nationaliste, qui impose ses règles à tous les aspects de la vie quotidienne, agissant par l'endoctrinement à l'école et les longues périodes militaires que doivent faire les garçons comme les filles, après leur service dans l'armée. Il est très difficile de s'en sortir, de surnager pour atteindre les régions plus éthérées du libre-arbitre et de la réflexion personnelle. Dans la plupart des cas, les jeunes fuient en avant dans l'usage absolument généralisé de la drogue ou du trafic individuel. On doit considérer que la société israélienne elle-même est victime de ce terrorisme idéologique, qui l'enfoncé, en bloc, dans une impasse suicidaire.

Dans un ouvrage fameux, venu de l'Antiquité, Flavius Josèphe, juif et citoyen romain, décrit la politique suicidaire des juifs de Jérusalem à l'égard d'un empire romain pourtant bien tolérant. Les sionistes préfèrent, à la chute de Jérusalem en 70, l'histoire de Massada, où les derniers partisans d'une indépendance juive se suicidèrent en 73, assiégés par les Romains. Cette histoire présentée aujourd'hui par l'idéologie sioniste comme un fait glorieux montre que la bêtise et l'arrogance créées par cette même idéologie sont sans limite. Cette terreur est auto-destructrice et nous voyons déjà les signes de l'auto-destruction qui commence à désagréger le monolithe artificiel de la « nation juive », rêvée par des utopistes *völkisch* (racistes) au XIX^e siècle.

Ayant fondé le nouvel État sur une supériorité militaire qui pouvait ne pas être définitive, ses dirigeants, après 48, n'avaient qu'une confiance limitée dans l'avenir. Ben Gourion manifestait, au moins en privé, un scepticisme qui s'alimentait à la même source que celui de Jabotinski : les Arabes n'accepteront jamais. En outre, la guerre de 48 n'avait pas totalement chassé ces Arabes. Il en restait à l'intérieur des limites d'Israël et ceux-là, qu'il fallait bien d'une façon ou d'une autre considérer comme des citoyens, étaient soumis à l'administration militaire, qui leur déniait à peu près tous leurs droits.

C'est alors que Ben Gourion s'est tourné vers l'option nucléaire. Les Anglais et les Français étaient entrés dans la course à l'arme atomique. Ben Gourion, qui était en principe un travailliste, a senti que la France, où la SFIO supposée socialiste était prédominante, était le maillon faible. Les Israéliens développèrent alors la double stratégie qu'ils utilisent encore, et singulièrement aux États-Unis : passer des accords militaires secrets, ou discrets, introduire des gens à eux, militaires ou scientifiques, dans les administrations étrangères, pour des raisons de « coopération », et implanter des réseaux d'espionnage qui pillent les bureaux d'études et les arsenaux du pays qui a bien voulu « coopérer ». Grâce à la présence de juifs complaisants dans les laboratoires, les sociétés de sous-traitance et les cabinets ministériels, ils parviennent à infiltrer les filières d'étude et de production des armes modernes, à en dérober les plans, les manuels d'utilisation, ou même des prototypes qu'ils recopient chez eux. Les premiers avions de chasse israéliens sont des copies conformes des Mirage français, et ensuite on a copié les avions américains. Cette stratégie double a été décortiquée par Pierre Péan dans *Les deux bombes*, documents à l'appui. L'affaire Jonathan Pollard, aux États-Unis, a montré que cette pratique se poursuit jusqu'à l'heure actuelle. L'affaire des photos satellites, certaines données par les Américains, et le reste volé, a été explicitée par Seymour Hersch dans *The Samson Option*.

Bref, cette méthode a permis la constitution dans les années 60, sous la houlette de Shimon Pérès, avec l'aide volontaire ET involontaire des Français, d'une usine de production d'armes nucléaires à Dimona, dans le Neguev. La création d'un arsenal nucléaire et son utilisation comme moyen de chantage sur les États environnants doivent être classées comme un instrument de terreur généralisé. Il y a d'excellentes raisons de penser que l'arrêt de la guerre de Kippour, en 1973, est en grande partie dû au chantage israélien menaçant de faire sauter le barrage d'Assouan avec des bombes nucléaires. Ceci expliquerait aussi la docilité de l'Égypte par la suite. Il faut laisser le soin aux futurs historiens d'évaluer le poids de la menace nucléaire mais on se souviendra qu'elle a encore été agitée récemment contre l'Iraq et l'Iran : des fuites savamment distillées nous apprenaient, fin 2003, que des sous-marins israéliens naviguant dans le Golf persique, et des avions à longue portée, se tenaient prêts à lancer des attaques nucléaires contre l'Iran pour le cas où celui-ci se dirait décidé à concevoir et fabriquer des armes nucléaires. Le précédent de la destruction de la centrale Osirak montre que ces menaces ne sont sans doute pas entièrement du bluff. Fondé sur la force, Israël ne peut pas, pour survivre, avoir recours à autre chose que la force. Le drame est que l'horrible complicité des grandes puissances, surtout de la France et des États-Unis, a doté cette bande de fous d'armes absolues, sans la modération apportée pendant la Guerre froide, par « l'équilibre de la terreur ».

En 48, les Palestiniens n'avaient pas eu la possibilité, faute d'administration centrale, de participer massivement à la défense de leur pays. Les armées arabes avaient mal manœuvré et n'étaient pas bien dirigées, sauf la Légion arabe jordanienne, commandée et équipée par les Britanniques. La déroute des armées égyptiennes n'était pas pour rien dans le coup d'État militaire de 1952, qui allait amener au pouvoir un colonel qui avait combattu en 48, Gamal Abdel Nasser. Vers les années 55-56, de jeunes Palestiniens des camps de réfugiés sont passés à la lutte armée pour recouvrer leur terre. Parmi eux, un jeune ingénieur qui créa le « Fatah », connu sous divers noms par la suite, dont celui de Yasser Arafat. Surveillés et réprimés par les services de renseignement des pays arabes où ils se trouvaient, ces jeunes candidats à la guérilla devaient se procurer des armes, s'infiltrer en Israël et mener des opérations de sabotage. La réaction israélienne n'a pas tardé. En 1956, lors de la guerre lancée en commun par les Israéliens, les Britanniques et les Français, au prétexte de la nationalisation par Nasser du Canal de Suez, les troupes israéliennes occupèrent la bande de Gaza, qu'elles n'avaient pas pu prendre en 48. La chasse aux « feddayin » dans les camps allait être impitoyable et typique de ce que sont les opérations israéliennes : du massacre pur et simple. Quand, quelques mois plus tard, sous la pression internationale, Israël dut évacuer Gaza, on découvrit des charniers creusés par les occupants, avec les corps de centaines de suppliciés. J'ai vu les photos à Gaza, quelques années plus tard mais je ne les ai jamais revues ensuite, dans la presse ou ailleurs... Parfois, comme pour se justifier, les sionistes disent que les régimes arabes ont tué plus de Palestiniens qu'eux, ce qui est sans doute vrai. Mais en faire une justification relève d'une logique perverse. On a eu moins de baratin quand il a fallu expliquer que des officiers israéliens avaient ordonné de massacrer les prisonniers égyptiens pris dans le Sinaï lors de la guerre de 73.

Un grand pas en avant dans l'usage du terrorisme a été franchi après l'opération de Munich par un groupe palestinien appelé Septembre Noir, aux Jeux Olympiques de 1972. Les Palestiniens avaient projeté de prendre les athlètes comme otages pour obtenir la libération de plusieurs centaines de prisonniers horriblement maltraités dans les prisons israéliennes. (Si l'opinion et les gouvernements occidentaux étaient intervenus pour faire cesser cette barbarie, les Palestiniens n'auraient pas été conduits à de telles mesures.) Il y a tout lieu de penser que la fusillade qui a été déclenchée sur l'aéroport où le commando et ses otages allaient s'embarquer a été le fait des tireurs israéliens, couverts ensuite par les Allemands. Mais c'est surtout la suite qui est révélatrice. Le premier ministre de l'époque, l'affreuse Golda Meir, a autorisé la poursuite et l'assassinat des dirigeants palestiniens que les Israéliens ont jugés responsables de l'affaire de Munich. On a lors vu se répandre en Europe des équipes de tueurs à gage, appelés « kidon » dans le jargon de ces gens-là, qui, appuyés par les juifs sionistes locaux, ont commencé à assassiner à tour de bras. Notre ami Vincent Monteil, ancien officier, grand spécialiste du monde musulman, ancien observateur des Nations Unies en 1948 à Jérusalem, en a fait un scrupuleux recensement dans un livre intitulé : *Dossier secret sur Israël et le terrorisme*, paru en 1978, chez un petit éditeur, Guy Authier. Peu de temps après, l'éditeur a disparu et le livre aussi. Cette campagne de meurtres, plus ou moins discriminés, a fini par irriter les gouvernements européens et les Israéliens ont dû y mettre une sourdine, ce qui ne les a pas empêchés ensuite de faire leur propagande sur le thème des « justiciers » magnifiques. Leurs

assassins sont toujours des héros puisqu'ils tuent au nom de la bonne cause, celle de la défense des malheureux juifs, même quand ces « malheureux » sont en train d'écrabouiller les authentiques possesseurs de la Palestine, qui ne leur ont rien fait.

On remplirait des volumes et des volumes si on voulait faire la chronique complète des violations des droits de l'homme pratiquées journalièrement par les organes de répression israéliens, armée, aviation, polices diverses, lois iniques, tribunaux de parti-pris, tortionnaires dans les camps et les prisons (voir Khiam, au sud-Liban), sans parler de l'occupation de territoires voisins, Liban, Égypte, Syrie, etc. Il faudrait ajouter à ce bilan, beaucoup plus noir, à la longue, que celui du regrettable Adolf Hitler, l'invasion du Liban, en juin 1982, qui allait surajouter à une guerre civile déclenchée par les manœuvres israéliennes, une campagne de bombardement de Beyrouth où toutes les armes interdites, y compris les bombes au phosphore, ont échoué à briser la résistance de la gauche libanaise et des Palestiniens alliés dans une ultime résistance. C'est dans ce contexte que s'insèrent les massacres bien connus de Sabra et Chatila, pensés et organisés par le général Sharon, alors ministre de la défense de l'ancien terroriste Menahem Begin. Finalement, les Israéliens, subissant des pertes aux mains de la résistance libanaise, finirent par se retirer. La guerre avait duré 18 ans et le Liban était exsangue. Cette guerre avait incarné tous les projets sionistes de remodelage du Moyen-Orient. Le projet, déjà élaboré sous Ben Gourion, consistait à faire éclater les États nationaux de la région, en micro-États à base confessionnelle, occupés à se disputer, sous la généreuse tutelle de l'État juif, devenu arbitre des conflits locaux. C'est la gauche combattante, présente au Liban et chez les Palestiniens, mais aussi à Damas et à Bagdad, qui a fait échouer cette politique de division. Elle a fini par se faire aspirer par ce gouffre, par disparaître avant même l'évanouissement de l'Union soviétique, et la fonction militante de résistance est passée aux islamistes de diverses obédiences, qui sont les seuls, aujourd'hui, à résister à l'impérialisme juif et américain sur la région.

A l'intérieur, les Palestiniens, ont spontanément lancé des mouvements de résistance, la première et la deuxième *Intifada*. La première n'était pas armée. Elle utilisait la matière première locale, les cailloux. Les Israéliens répliquaient avec des armes létales, en particulier les balles dites en caoutchouc, en réalité des billes d'acier enveloppées dans une membrane de caoutchouc. Elles ont fait beaucoup de morts. Les cailloux ont néanmoins convaincu les dirigeants israéliens qu'il fallait trouver une solution, un arrangement. Ce fut Oslo et Washington, dont il était facile de prévoir qu'ils formaient un accord de dupes : les sionistes espéraient enrôler les Palestiniens dans une sorte de police chargée de protéger la colonisation israélienne. Aussi désireux de collaborer qu'il fût, Arafat n'avait pas les moyens de convaincre qui que ce soit de jouer ce rôle ignoble. La « paix » instaurée par Oslo a profité aux sionistes pour envahir toujours plus de territoires et pour morceler celui qui restait aux Palestiniens, plus petit désormais que l'ensemble des Bantoustans créés par l'apartheid en Afrique du Sud. Sept ans de « paix » ont abouti à une oppression dix fois plus lourde de la part des « partisans de la paix ». Logiquement, elle a débouché sur la deuxième *Intifada*, armée de kalachnikov, cette fois-ci, à laquelle les sionistes ont aussitôt répliqué par le recours au massacre, avec les blindés et l'aviation. A l'heure actuelle, l'armée israélienne tue tous les jours entre 10 et 15 personnes,

sans autre raison que de maintenir l'atmosphère de terreur. La presse internationale mentionne le fait en deux lignes, sans autrement s'émouvoir. Les Russes tuent en Tchéchénie dix fois moins, mais sont dix fois plus dénoncés dans les journaux. Les méthodes d'assassinat se sont enrichies d'un nouvel instrument de meurtre individuel, l'hélicoptère lance-roquette ou le chasseur-bombardier équipé d'une bombe de 500 Kg. On voit que le progrès existe.

Le plus remarquable sans doute dans ce sinistre bilan est que le terrorisme israélien, qui manifeste ses tendances sanguinaires depuis les années 30 au moins, ne terrorise pas les Palestiniens. Ils souffrent, ils meurent, mais leur résolution à combattre pour leurs droits élémentaires est toujours aussi vivace, aussi déterminée. Les solutions-bidon, les paix intéressées, les collaborateurs stipendiés, les trahisons et les corruptions glissent sur eux comme l'eau sur les plumes du canard. La raison en est simple : ils vivent la réalité de l'oppression, à chaque instant de leur vie, et aucun tour de magie ne peut les convaincre qu'elle n'est plus là.

Enfin, pour terminer ce bref survol, il faut évoquer une autre forme de terrorisme, plus *soft*, celle qu'on peut appeler avec précision le terrorisme intellectuel. Pour pouvoir commettre leur crime de vol des terres et de génocide, les sionistes ont besoin de neutraliser l'opinion publique internationale, de la paralyser, avec des injections régulières de « mémoire holocaustique » et de récits mythologiques sur la « souffrance » supposée des juifs dans l'histoire de l'Europe et du monde musulman. La place nous manque pour retracer ici le déroulement de toutes les manœuvres et les offensives contre l'Église catholique qui, historiquement, a joué un rôle déterminant dans la protection des minorités juives en Europe. Les attaques basses, mais violentes, continues, répétées chaque jour par des nouveaux livres et de nouveaux articles, au mépris des faits les mieux établis, contre le trône pontifical, en témoignent abondamment. Il s'agit de créer un sentiment de culpabilité que les sionistes utilisent ensuite comme un levier pour obtenir les avantages et les complicités dont ils ont besoin pour se maintenir. Dans cette épreuve, on voit que l'Église catholique a perdu beaucoup de terrain, qu'elle est à moitié détruite, même si de vigoureux combats d'arrière-garde peuvent être observés ici ou là. Les protestants, eux, sont depuis longtemps les otages du sionisme qui les utilise à plein pour obtenir des faveurs politiques et financières (l'armement gratuit) du gouvernement américain.

Sur un plan plus général, ce sont les classes intellectuelles qui sont l'objet de campagnes d'intimidation régulières. Depuis 50 ans, tous les ans ou presque, des officines répandent la nouvelle que l'antisémitisme est en train de monter. On ne l'a jamais vu descendre... Partout, des instituts, financés par de riches philanthropes américains, recensent la totalité de la presse et de l'expression publique. Si une feuille de chou paraissant à Worcester (Royaume uni), ou Mazamet (France) ou Novosibirsk (Russie), ou dans n'importe quel trou, publie un commentaire qui critique un ou des juifs pris comme coresponsable de ce qui se passe en Palestine, alors même que les communautés officielles se targuent *officiellement* de leur solidarité sans faille avec Israël, une campagne est lancée. On dénonce les propos, on dénonce les gens qui ont tenu ou permis ces propos, on les dénonce à leurs supérieurs pour leur faire perdre leur travail, leur fermer les portes des moyens d'expression, les isoler et les réduire au silence. Des hordes de fonctionnaires sionistes sont payés pour faire ce travail

de basse police et de chantage. On connaît ces officines, on a leurs adresses, on sait qu'elles ont les bonnes connexions avec les pouvoirs en place, personne n'ose les attaquer.

Il est de bon ton de critiquer les fascismes. Il est à la mode de dénigrer le communisme et ses dérivés. On a (encore un peu) le droit de critiquer l'Amérique et son impérialisme en pleine expansion. Mais on n'aurait pas le droit de critiquer le sionisme parce que ce serait faire preuve d'antisémitisme. Cette méthode de chantage, devenue systématique, lancinante, aboutit à un effet prévisible : de plus en plus de gens se rendent compte que l'antisémitisme n'existe pas, qu'il est une chose du passé, qu'on doit combattre l'influence des juifs alliés à la politique de génocide qui se pratique en Palestine, et qu'il faut faire cesser cet énorme scandale : le massacre d'un peuple pour lui voler sa terre. La solidarité interjuive, intersioniste, ouvre la voie d'un nouvel « antisémitisme », entièrement politique, non-raciste, non-violent, non-agressif, qui refuse de faire de la planète l'otage des quelques poignées des fous racistes et sanguinaires qui règnent, pour encore peu de temps, sur la terre de Palestine.

13 février 2004.

Quelques livres à la gloire de la terreur sioniste, écrits par des sionistes :

Blood in Zion : How the Jewish Guerrillas Drove the British Out of Palestine, par Saul Zadkan, 1995.

By Blood and Fire : The Attack on the King David Hotel, par Thurston Clarke, 1981.
Israel : Major Events 1932-1978 As Reflected in the Front Page of the Jerusalem Post, 1978.

Running the Palestine Blockade : The Last Voyage of the Paducah, par Rudolph W. Patzert, 1994.

The Revolt, par Menachem Begin.

Terror Out of Zion : Irgun Zvai Leumi, LEHI, and the Palestine underground, 1929-1949, par J. Bowyer Bell, 1996.

Terror out of Zion tells the tale of the Jews who took to the gun to force the British and the Arabs out of Palistine. While Wieszman was tinkering in Washington and Ben-Gurion was debating with England small bands of Jewish youth were striking fear into the hearts of the british soldiers in Palistine. Terror our of Zion focuses on the Stern gang and the Irgun and thier triumphs and tragedies. It focuses on thier leaders Avraham Stern and Manachem Begin. The book also focuses on the near civil war that took place between the Haganah and these terrorist groups. In many ways these groups were the forfathers of the now illegal Kach movement. These groups in some ways predicted the birth of Mr. Goldstien who slaughtered the Arabs at prayer in the 90s in retaliation for Arab attacks on innocent Jews. These terror groups also created two Israeli prime ministers, Begin and Shamir, both of whom have had a formative influence on modern Israel. This is a worthwhile read and the only study of its kind on these essential groups. (Amazon)

Ce texte est l'introduction qui a paru, traduite en italien, à un recueil de textes sur le terrorisme israélien, déjà paru en anglais sur internet en octobre 2003. <http://aaargh-international.org/livres3/terris.pdf>

Sul terrorismo israeliano

Documentazione raccolta da Serge Thion
Gènes, Graphos, 2004, 250 p.

< <http://aaargh-international.org/fran/livres/STterris.pdf> >